



Chroniques de la Mission Agrobiosciences

Voyages, Images, Messages (1990 – 2004)

Chroniques de l'Europe en élargissement

*Jean-Claude Flamant,
Directeur de la Mission Agrobiosciences
(Septembre 2005)*

Edité par la Mission Agrobiosciences.

La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région
par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



Il existe une tribu de quelques centaines de personnes nomades qui parcourent continuellement l'Europe et qui décident deux ou trois années à l'avance de leur lieu de rencontre annuel, un rituel qui se déroule dans telle ou telle capitale d'Europe ou du monde méditerranéen pour parler vaches, brebis, cochons... génétique, alimentation, reproduction... lait et viande... J'en suis !

Au cours des quinze dernières années, ces Symposiums et ces Réunions de la Fédération Européenne de Zootechnie (FEZ) ont accompagné les transformations qui ont affecté les institutions et l'économie des pays d'Europe Centrale. Lorsque je cherche à reconstituer l'enchaînement des événements, ce sont d'abord les images de ces lieux de rencontre qui se forment dans ma tête. Comme des cartes postales. Des voyages, des images, des messages...

En tournant les pages de cet album, c'est donc une partie de l'histoire récente de la nouvelle Europe que je parcours en évoquant ses animaux et leurs éleveurs, ses enseignants et ses chercheurs... et aussi ses ministres de l'agriculture.

Congrès dans un cadre de vacances en Slovénie

Septembre 2004. Une image aujourd'hui toujours présente dans ma tête : le lac de Bled, dominé par de hautes montagnes, avec une petite église au milieu d'un îlot, une autre église en élévation sur la rive, et un château d'allure moyenâgeuse perché au sommet d'une falaise de rochers escarpés. En arrière plan, les Alpes Juliennes dont le mont Triglav culmine à 2864 mètres, comme un sommet des Pyrénées. Une photo, celle qui a illustré les documents d'annonce du Congrès auquel je viens participer.

Voyage Toulouse – Ljubljana. Escale à Francfort. Durant une dizaine de minutes avant l'atterrissage, survol d'un territoire d'autoroutes et de canaux, de zones d'activités industrielles, une modernité gigantesque, une image du succès allemand. Je dois attendre une partie de l'après-midi pour prendre un vol vers la Slovénie. J'ai donc tout le temps de parcourir les allées de l'immense aéroport, d'explorer les offres de son centre commercial, et même de repérer la connexion de l'aérogare avec le réseau des chemins de fer. Flânerie... Je repère les tourniquets de cartes postales... Je m'intéresse toujours aux cartes postales, ces supports de correspondances désuets et pourtant toujours actuels, malgré internet. Celles qui retiennent mon attention représentent côte à côte la même vue de Francfort à 55 ans d'intervalle : 1945, les rues et les immeubles dévastés par les bombardements - 2000, la prospérité des commerces et les tours des groupes financiers !

La compagnie Slovène « Adria Airways » assure la liaison entre Francfort et Ljubljana. Les passagers sont ce soir majoritairement des hommes d'affaires qui reviennent au pays en fin de semaine. A l'arrière de l'appareil - un « Canadair Regional » - j'ai loisir de contempler les pics rocheux de la chaîne alpine, flamboyants dans le soleil couchant, le vert des pâturages et le bronze des forêts, et ensuite de plonger le regard vers les petites routes qui

serpentent à flanc de montagne. Grand virage de l'avion au-dessus d'une large vallée qui s'élargit dans le piémont du massif. Arrivée dans la modeste aérogare de la capitale slovène. Les organisateurs du Congrès accueillent les participants venus de différentes directions d'Europe desservies par « Adria » - Francfort, mais aussi Londres, Vienne, Tirana... - pour les emmener en bus à leur hôtel.

Routes dans la campagne, un décor ponctué de clochers élégants, éclairés dans la nuit, dominant les villages perchés. Cela fait douze heures que je suis parti depuis ce matin : la nouvelle Europe doit être méritée ! Je pose mes bagages dans la chambre d'hôtel. J'ouvre le rideau, puis la vitre coulissante pour accéder au balcon... Et voici, sous mes yeux, le paysage réel de la carte postale de l'annonce du Congrès ! La ligne sombre des sommets et les plis boisés des montagnes, la silhouette des clochers et le château posés à l'endroit attendu pour produire l'effet recherché, telles des maquettes lumineuses que l'on pourrait déplacer d'un support à l'autre !

C'était il y a un an... Un an déjà... Depuis cette date, il y a eu le non majoritaire français au référendum sur le Traité constitutionnel européen, alors que le 1^{er} mai 2004, quatre mois avant cette Réunion de Bled, la Slovénie avait célébré dans la fête son entrée dans l'Union Européenne. C'était en présence du Président de la Commission Européenne, Romano Prodi venu en voisin, et des Chefs d'Etat d'Italie et d'Autriche, ces pays qui ont eu en tutelle la Slovénie au cours des siècles passés, avant son émancipation dans le cadre de la Fédération de Yougoslavie¹. Comment ne pas saluer l'enthousiasme européen de ce petit pays ? Un petit pays qui va même fournir à l'Europe son Commissaire chargé de la recherche scientifique, Janez Potočnik, professeur de l'Université de Ljubljana. Une Slovénie active au sein de l'Europe nouvelle élargie.

Toulouse – « Heureux comme Dieu en France »

Juillet 1990. Une autre carte postale dans mes dossiers-souvenirs, celle du Pont Neuf sur la Garonne à Toulouse. Elle était dans le dossier d'accueil distribué à tous les participants à la 51^{ème} Réunion Annuelle de la FEZ : j'en étais l'organisateur. A quelques pas de la Place du Capitole, via les ruelles de la ville du Moyen-Age, l'Université des Sciences Sociales accueille les travaux des congressistes. Il est prévu que la Réunion Annuelle suivante se tienne à Berlin-Est. Cela a été acquis lors de la Réunion de Lisbonne, en 1987. La chute du Mur, neuf mois auparavant, suivie du principe de la réunification des deux Allemagne acquis juste une semaine auparavant, avec la généralisation du Deutsch Mark côté « est », remet tout en cause. Comment la FEZ, organisme à caractère scientifique et technique, va-t-elle faire face à cette nouvelle donne de nature politique ? En fait, les Allemands de l'Ouest vont assumer la responsabilité de l'organisation en reprenant tout en main, au grand désarroi de nos collègues de l'Est qui n'ont pas démérité... Mais le changement c'est le changement.

On n'imagine plus aujourd'hui que la chute du Mur de Berlin, qui a été le signal de la chute du système technico-économico-politique communiste, a eu aussi pour effet immédiat une baisse de la consommation de viande et de lait de 30 à 50% dans les pays d'Europe centrale. Et aussi, un abandon de la production de laine de moutons Mérinos en raison d'une ouverture aux importations d'Australie et de Nouvelle-Zélande : en effet, particularité méconnue du public de nos pays, l'URSS et ses pays « satellites » avaient décrété le principe de l'autosuffisance en laine fine Mérinos. Le remous atteint aussi, par contre coup,

¹ Paul Garde – « Vie et mort de la Yougoslavie ». Fayard, 1992

l'économie agricole des pays de l'ouest : les cours du marché des bovins s'effondrent sous l'effet des importations de Pologne, de Hongrie... qui liquident à prix bradés les troupeaux de leurs fermes collectives. Les consommateurs n'ont plus les moyens d'acheter leurs produits. Tout ceci fait pressentir combien les transformations vont être profondes et les conséquences inattendues.

Comme d'habitude dans ce genre de manifestation scientifique, en parallèle du programme des séances, il y a une intense activité de relations humaines, de contacts, conciliabules, négociations, préparation de séminaires, montage de projets... J'ai conçu la Réunion de Toulouse de telle manière que cette dimension soit facilitée. J'ai bénéficié pour cela de l'appui de Julien Coléou, Président de l'AFZ (l'association française membre de la FEZ) et Professeur de Zootechnie à l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon – j'ai été son élève : il a soutenu la candidature de Toulouse comme siège de la 51^{ème} Réunion Annuelle, alors que le choix de Paris apparaissait comme « naturel »... car pour toute l'Europe, la France c'est évidemment Paris, n'est-ce pas ? Non seulement, il a entraîné l'adhésion de tous à mon idée de faire de Toulouse la capitale de la zootechnie européenne durant une pleine semaine de juillet, mais son engagement a été tel qu'il a obtenu la participation du Groupe Intermarché. Celui-ci a installé dans le hall de l'Université une boutique où les participants à la Réunion, plus d'un millier, peuvent venir déguster en permanence vins et fromages « made in France ». Succès au pays de d'Artagnan pour ceux qui s'affichent comme... les « Mousquetaires de la Distribution » !

J'ai le souvenir encore très vif que, dans les salles de l'Université de Toulouse, des conversations s'engagent avec les responsables de l'élevage des anciens pays du « bloc », venus de Budapest, Sofia, Varsovie, Prague. Ils étaient déjà présents dans les Réunions précédentes de Dublin ou d'Helsinki : certains d'entre eux sont membres du Conseil de la FEZ. Je retiens particulièrement la présence parmi eux de Henrik Jasirowski, ancien Directeur des Productions Animales de la FAO, patron d'un centre de recherches sur la sélection des bovins près de Varsovie, et fortement impliqué dans le système communiste polonais. L'actualité exige d'écouter leurs analyses sur la situation de leur pays : que va-t-elle signifier pour les activités et les orientations de la FEZ ?

En fait, quelqu'un a fait le voyage de Toulouse avec en tête un projet très précis qu'il veut faire partager à ses collègues venus de toute l'Europe : il s'agit de Klaus Meyn, directeur de la Fédération Allemande des Eleveurs. Klaus est un fin connaisseur de notre cuisine française et de nos vins comme de nos races bovines. Il est aussi grand amateur de musique. Or j'ai offert à nos invités, après le dîner de réception dans la salle des Pèlerins de l'Hôtel Saint-Jacques, un petit concert interprété par des solistes de l'Orchestre National du Capitole de Toulouse - les trois quatuors pour clarinette de Mozart. J'ai aussi obtenu du Centre National d'Etudes Spatiales une maquette monumentale de la fusée Ariane et certains participants ont pu visiter le hall de montage des Airbus. Les sciences agrovétérinaires, la construction aéronautique et spatiale, la musique et le bel canto, ne sont-ce pas là des composantes fortes de l'identité toulousaine ? Avec son sourire et sa pratique parfaite du français, Klaus Meyn apporte dans ses bagages le résultat d'une rencontre qu'il a provoquée il y a quelques semaines dans un restaurant de Bonn au cours de laquelle il a mis son idée sur la table². Il s'agit de créer au sein de la FEZ, un dispositif spécial d'appui à ces pays qui, basculant dans l'économie de marché, voient aussi leurs structures et leurs organisations

² Il y avait là Jean Boyazoglu, Secrétaire Général, Arne Roos, Président (suédois) de la FEZ, et aussi le Prince Philip Solms-Lich - Prince mais aussi agriculteur et Président des Eleveurs d'Allemagne Fédérale.

d'élevage bouleversées. Klaus appelle cela une « Task Force »... pour signaler que c'est beaucoup plus qu'un « Groupe de travail » habituel.

Près de la Place du Capitole, cette idée de « Task Force » s'impose. Son cahier des charges est adopté : formuler le diagnostic de la nouvelle situation de l'élevage dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est – y compris l'URSS - et évaluer les besoins à satisfaire en termes de recherche, de transfert de technologie et de formation, et d'appui socio-économique. Et la décision est prise : la « Task Force » sera présidée par Klaus Meyn lui-même. C'est lui qui, à l'origine de l'idée, est évidemment le mieux placé pour la conduire. Klaus quitte Toulouse avec le sentiment justifié d'avoir emporté l'adhésion de tous à son projet. Je me revois lui demander, dans un couloir de l'Université, alors que tous les participants quittent les lieux après une ultime séance : « *Alors, Klaus, ton sentiment sur cette Réunion de Toulouse ?* ». Réponse : « *En allemand, Jean-Claude, il y a une expression. On dit : Heureux comme Dieu en France ! Oui, c'est ça, je suis heureux !* ».

Thessalonique – Le doigt de la Chalcidique

Quinze ans après, j'interroge le passé : peut-on retrouver les prémisses de cette idée de la « Task Force » au sein de la FEZ, retrouver la trace des événements qui ont contribué à rendre évidente la nécessité de mettre en œuvre un tel projet collectif ? Justement, exactement quinze ans après cette Réunion fondatrice de Toulouse, en ce mois d'août 2005, Jean Boyazoglu, vient passer deux journées à Toulouse. Une belle occasion pour lui poser la question qui me préoccupe en lui faisant lire les lignes précédentes. Surprise de ma part, le curseur de la mémoire de celui qui a été Secrétaire Général de la FEZ durant de nombreuses années remonte jusqu'à 1985, il y a vingt ans. La Réunion Annuelle se tient alors en Grèce et l'organisation en est assurée par l'Université de Thessalonique aux côtés de l'Association Hellénique de Productions Animales. Le Congrès a trouvé commode de remplir les hôtels touristiques de la presqu'île de Chalcidique, l'un des trois doigts si particuliers de la côte grecque, celui du milieu, à l'ouest du doigt du Mont Athos. Et c'est l'image des côtes sableuses qui s'impose dans ma tête en l'écoutant - soleil d'automne et eaux tièdes et limpides au pied des salles de réunion.

Certes, quelques mois auparavant Mikhaïl Gorbatchev a déclenché sa politique de « *Perestroïka* » accompagnée d'une volonté de « *Glasnost* », mais la politique soviétique n'est évidemment pas à l'ordre du jour des Réunions de la FEZ : cette année-là, au programme, on affiche comme préoccupation commune à toutes les Commissions « l'élevage en région tropicale », et moi-même j'anime une Séance sur la traite des brebis et des chèvres, spécialité de la Grèce et des pays méditerranéens... Alors, quels indices sur les rives de la mer Egée pour considérer qu'il faudrait engager quelque chose de nouveau avec nos collègues d'Europe Centrale. Jean Boyazoglu fait alors partie du Comité d'Organisation de la Réunion, en tant que Professeur associé de l'Université Aristote de Thessalonique, auprès de Nicolas Zervas, et il m'explique :

« Arrive le deuxième jour, un autocar d'une vingtaine de Hongrois, et aussi un jeune chercheur Bulgare venu en voisin, connu pour ses publications sur la génétique de la production de lait de brebis... Ils ne sont pas inscrits et de plus ils disent qu'ils n'ont pas les moyens de payer leur séjour dans les hôtels. Ils demandent assistance et regrettent que rien

ne soit vraiment prévu pour faciliter la participation de gens comme eux, qui veulent profiter de ces réunions internationales pour nouer des contacts avec leurs collègues de l'ouest. ». Ce qu'en retient Jean, me dit-il, c'est que finalement, la FEZ connaît mal la situation particulière de ses adhérents de l'autre côté du « rideau de fer ».

La Réunion Annuelle suivant celle de Chalcidique se tient justement à Budapest, en 1986. Kristov Kallay termine alors son mandat de Secrétaire Général de la FEZ et est en train de passer la main à son successeur... Jean Boyazoglu. Mais en tant que membre d'une famille qui a dû quitter son pays à la suite de la prise de pouvoir par les communistes³, il a refusé de participer à la Réunion de Budapest tout en ayant assumé la totalité de sa préparation depuis Rome. C'est donc Jean qui est maintenant aux « commandes ». Dans une salle du Centre de Congrès adjacent au Novotel, derrière la colline de Buda, il réunit quelques participants habituels des pays de l'Est aux Réunions de la FEZ. Une faible participation, en dehors des Hongrois. « *Alors, ne faudrait-il pas concevoir quelque chose, au sein de la FEZ, pour les membres des « PECO » comme on a monté un Symposium en Turquie pour les membres Méditerranéens il y a quelques années ?* »

Continuons le déroulé avec les évocations de Jean Boyazoglu... Nous sommes maintenant à Dublin, fin août 1989, un an avant la Réunion de Toulouse où tout va se déclencher : dans un bureau du vénérable Trinity College où la tribu « FEZ » a installé ses quartiers annuels, Klaus Meyn introduit auprès de Jean Boyazoglu, son nouveau Président, le Prince Philip Solms-Lich, celui qui deviendra cinq ans après Président de la FEZ. Le sujet de la rencontre introduit par Jean : « *Il faut faire quelque chose avec nos collègues de Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, etc.* ». Réponse du Prince, éleveur de bovins et exploitant forestier et qui parle parfaitement bien le français : « *Si vous bougez dans cette affaire, ça m'intéresse !* » Le contexte politique de ces pays est en effet en plein ébranlement. Souvenons-nous : une rencontre gouvernement opposition, inédite dans une « démocratie populaire », vient de conduire en Pologne à la nomination, inédite aussi, d'un Premier Ministre non communiste sous la poussée du mouvement Solidarnosc ; le gouvernement hongrois est en train de modifier insensiblement mais fondamentalement les bases du régime dans le sens du multipartisme, et quelques semaines à peine après la Réunion de Dublin les manifestations populaires vont se répéter chaque semaine dans les villes d'Allemagne de l'Est sous l'impulsion du « Nouveau Forum ». Puis la Hongrie va ouvrir ses frontières vers l'ouest, réalisant une brèche dans le « rideau de fer » et entraînant un flux de réfugiés depuis l'Allemagne de l'Est. Les signaux désignés cinq ans avant par « le doigt » de la Chalcidique étaient vraiment les prémisses de la fermentation qui commençait à remuer la société dans les pays de derrière le « rideau de fer ».

Berlin sans le Mur

Août 1991. C'est la Quarante-Deuxième Réunion Annuelle de la FEZ, un an après celle de Toulouse. Place centrale de Berlin-Ouest, autour du clocher laissé en ruine de l'église bombardée, la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche, « l'église du souvenir », une image symbolique reprise abondamment dans les cartes postales et dans les livres pour touristes.

³ Voir « *Les nouveaux regards de Budapest. Carnets de voyage (22-29 août 2001)* » : http://www.agrobiosciences.org/imprime.php3?id_article=1248

Berlin... Ma première venue avait été très rapide. C'était en 1987 ou 88. Un aller-retour depuis Paris dans la journée. Après le déjeuner – plateau-repas à la cafeteria de « l'Université libre » – il ne me reste qu'une petite heure avant de devoir rejoindre l'aéroport de Berlin-Tegel. J'avais fait le projet d'aller voir le Mur, ce Mur dont j'avais entendu à la

radio l'annonce de sa mise en place au matin du 3 août 1961, ce qui m'était tout de suite apparu comme étant un événement politique majeur - hélas. La presse et les livres mettaient maintenant en valeur le caractère artistique des œuvres des taggers : ceux-ci s'étaient emparés de cette gigantesque surface qui leur était offerte pour exprimer leur imagination débridée et témoigner aussi de leur liberté d'expression. Pas le temps d'aller voir le Mur... Juste sentir l'atmosphère des rues commerçantes du centre de Berlin-Ouest. Et puis, de toute manière, je m'étais dit que j'allais revenir bientôt dans ces lieux puisque la Réunion Annuelle de la FEZ était programmée ici dans trois ans, en 91. Le seul problème pour réaliser ce projet, c'est que trente ans après son érection, en 1991, à mon deuxième voyage, il n'y a plus de Mur ! Qu'il s'agisse de sa réalité politique, de son symbole ou de son support de création artistique, il ne reste que les images des cartes postales et des morceaux « authentiques » proposés aux touristes après l'ouverture du 10 novembre 1989. Il reste aussi à gérer toutes les conséquences politiques et économiques de cet événement, c'est-à-dire l'essentiel.

Trois mois après la Réunion de Toulouse, le 3 octobre, la RDA a adhéré à la RFA. Le Congrès de « Berlin sans le Mur » se tient côté Berlin-Ouest dans des locaux universitaires près du Parc Zoologique - « Zoologischer Garten ». Je loge cependant, comme bon nombre de participants, à Berlin-Est, dans un hôtel de la Karl Marx Strasse à l'ombre de la grande tour de télévision qui domine Alexander Platz. L'avantage de cette localisation à l'autre bout de la ville côté « Est », c'est qu'elle respecte certains morceaux du programme préparé par les collègues d'Allemagne de l'Est. Jean Boyazoglu m'explique qu'il a fait pression sur nos amis Allemands « de l'Ouest » pour qu'ils ne rejettent pas la totalité du programme préparé par l'équipe « de l'Est » sous la responsabilité du Professeur Schönmuth - alors Doyen de la Faculté d'Agriculture de l'Université de Berlin et Chef du Département de Zootechnie. Mais elle a aussi pour intérêt qu'elle nous oblige à traverser chaque jour Berlin de bout en bout par la ligne de métro aérien qui domine les quartiers, à moins de faire à pied le parcours par le parc du Tiergarten et les bords de la Sprée. Promenade dans le centre historique auprès des monuments les plus anciens de la ville « Est » : l'Eglise des Allemands, l'Eglise des Français, le Théâtre... Quelle belle capitale ! Tiens, justement ce soir il y a au programme un concert symphonique, et je découvre qu'il est dirigé par Michel Plasson, venu lui aussi de la Place du Capitole de Toulouse ! Comme un clin d'œil !

Photo des Congressistes de cette 52^{ème} Réunion de la FEZ : beaucoup moins de participants que d'habitude, la moitié de la fréquentation de Toulouse. En fait, malgré la proximité géographique, peu de collègues des « PECO » sont venus à cette Réunion de Berlin. Pourtant, ils ont maintenant acquis la liberté de sortir de leur propre pays pour circuler en Europe de l'Ouest... Explication : leurs universités, instituts de recherche et ministères n'ont plus d'argent ! Les nouveaux régimes doivent faire face à une crise financière sans précédent, et c'est la recherche et l'enseignement supérieur qui en pâtissent lourdement !

Janvier 1997. Après cinq années d'activités, la « Task Force » créée à Toulouse a cédé la place à un « Groupe de Contact PECO », composé majoritairement de membres des pays d'Europe Centrale et de l'Est, et présidé cette fois par mon ami Slovène Franc Habe. J'en suis le vice-président au titre de représentant des pays d'Europe de l'Ouest. Sa première réunion se tient à Berlin, grâce au concours de Klaus Meyn, toujours présent - il a l'appui financier du

Ministère Fédéral de l'Agriculture – et avec la participation de Philip Solms-Lich devenu Président de la FEZ. Celui-ci tient ainsi l'engagement pris à Dublin : « *Si vous faites quelque chose... ça m'intéresse* ». Les Allemands jouent délibérément la carte de l'ouverture à l'est à la suite de la réunification de leur pays qui leur donne un positionnement géopolitique exemplaire.

Pas facile de trouver le bon cadrage pour faire des bâtiments du Centre International de Congrès de Berlin une image de carte postale : les bâtiments massifs aux façades grises de béton de l'« ICC » sont d'abord conçus pour être fonctionnels, pas pour être un chef-d'œuvre esthétique côté avenue. Dominant le quartier, une réplique de la Tour Eiffel en modèle réduit, la « Tour de la Radio », avec un restaurant panoramique au premier étage... A ses pieds s'étendent les bâtiments d'exposition où se tient la fameuse « *Semaine Verte* » de Berlin (la « *Grüne Woche* »). J'ignorais totalement ce qu'était cette « *Semaine Verte* » jusqu'à mon arrivée dans cette enceinte. Mes amis allemands me donnent quelques explications ; je retrouve aussi des français de la SOPEXA venus faire la promotion des produits agro-alimentaire « *Made in France* ». Avec eux, j'apprends que la « *Semaine Verte* » est l'équivalente berlinoise du « *Salon International de l'Agriculture* » à Paris, un SIA qui se tiendrait durant les grands froids de janvier et non aux prémices du printemps, et qui mettrait l'accent moins sur l'élevage et l'agriculture que sur l'alimentation. L'origine historique de la manifestation explique cette orientation. La *Semaine Verte* date des années 20, pour ses premières éditions, mais c'est surtout le contexte du blocus de Berlin-Ouest en 1948-49 durant la « guerre froide » qui va lui donner sa force symbolique⁴. Les gouvernements alliés décident alors d'organiser un pont aérien pour réaliser l'approvisionnement vital de la capitale, tout particulièrement alimentaire. L'Allemagne de l'Est et l'URSS doivent lever le blocus au bout de quelques mois, mais il en reste l'idée de montrer aux Berlinois qu'ils peuvent compter sur le reste du monde libre. D'où cette vitrine de l'abondance et de la diversité des aliments du monde qui s'installe désormais chaque année sous les halls du parc des expositions.

Après la réunification, la « *Semaine Verte* » est devenue la grande fête de la rencontre Est-Ouest. Plusieurs halls sont consacrés aux productions des différents länder allemands, avec abondance de bière, de saucisses, de choucroute, mais aussi de produits laitiers et de fromages. Un bâtiment entier abrite un restaurant français : huîtres d'Arcachon, baguettes parisiennes, entrecôtes grillées et vin de Bordeaux. Dans un autre s'alignent les stands d'autres pays du monde par ordre alphabétique : Australie, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, etc. Un hall abrite le ring de présentation des animaux, modèle (très) réduit de celui de la Porte de Versailles, là où affluent les Parisiens par familles entières pour admirer les animaux de toutes races et de toutes espèces. Une fois les portes fermées, au soir, on installe sur la sciure du ring, tréteaux, plateaux et bancs de bois pour accueillir les éleveurs et les invités de la Fédération Allemande des Eleveurs, là où se déroulent durant la journée les défilés d'animaux et les concours d'attelages. C'est cette image symbole que je retiens de l'événement : ministre ou universitaire, président de coopérative ou simple éleveur, allemand ou étranger, tout ce monde se côtoie autour du plat unique – choucroute, bière à volonté, fanfare ad hoc.

⁴ En 2006, la *Semaine Verte* de Berlin fêtera son 80^{ème} Anniversaire à l'occasion de sa 71^{ème} édition

Le Forum « Est-Ouest » réunit durant quelques heures de la « Semaine Verte » trois cents ou quatre cents invités, des « happy few » admis à assister à un spectacle dont les acteurs sont les Ministres de l'Agriculture d'Allemagne et des pays d'Europe Centrale avec, en « guest star », le Commissaire Européen en charge de l'Agriculture Franz Fischler. Son intérêt est de mettre en scène des protagonistes impliqués dans les débats politiques sur l'agriculture qui font habituellement la « une » des journaux télévisés sans que le sens réel en soit donné. Les spectateurs sont admis à écouter, durant quelques heures, les arguments échangés au cours des négociations. José Bové, qui proteste avec les altermondialistes contre le caractère confidentiel des cénacles où se joue l'avenir du monde, devrait venir assister au « Forum Est-Ouest ». Bon, d'accord, ce n'est qu'un simulacre, mais les acteurs jouent leur rôle pour faire la pédagogie des enjeux des discussions en cours.

Le Forum de cette année est justement consacré aux rapports entre les PECO et l'Union Européenne. Un thème au cœur des préoccupations de notre « Groupe de Contact » : nous y assistons tous avec intérêt afin de nourrir nos propres débats. Pourquoi le cacher, je suis réellement curieux d'écouter en direct les analyses de ces dirigeants du monde, malgré les difficultés de compréhension dues à des interventions en allemand et en russe, avec une traduction simultanée en anglais quelque peu parasitée par une technologie défailante dans une salle sombre et sommairement aménagée à l'étage d'un des bâtiments de la foire. Certes, je cherche à suivre régulièrement et à comprendre l'actualité politique, mais en arrivant à Berlin, ma perception de la situation consistait à considérer que la grande affaire des pays d'Europe Centrale, était maintenant la libéralisation de leur économie, c'est-à-dire la gestion du passage du système d'économie planifiée à une économie de marché, un passage traumatisant pour les structures anciennes et leurs cadres mais dont la population attendait beaucoup de bénéfices pour l'avenir. C'est ce que mes collègues « de l'est » appelaient l'économie « de transition ». Ses conséquences pour le domaine de l'élevage, sur les quantités de viande et de lait produites comme sur l'évolution démographique du cheptel, avaient été présentées par Klaus Meyn lors d'un rapport magistral et documenté au cours de la Réunion Annuelle de la FEZ tenue à Prague en 1995 : c'étaient en quelque sorte les conclusions des travaux de la « Task Force » créée à Toulouse. Or, ce que j'entends lors de ce « Forum Est-Ouest » m'oblige à corriger ma vue : en fait, l'horizon politique de ces pays est désormais celui de leur intégration dans l'Union Européenne. La transition est encore plus radicale que celle qui pouvait être imaginée à la fin des années 80 : ces pays alignent leur organisation politique et économique afin d'être admis comme membres à part entière de ce qui est devenu l'Union Européenne en 1993. Le tournant a été pris avec la signature du Traité de Maastricht en 1992, mis en vigueur le 1^{er} novembre 1993. Cette nouvelle perspective politique d'une grande Europe a entraîné aussitôt, dès l'année suivante, en 1994, la demande d'adhésion des pays d'Europe Centrale les uns après les autres. Et d'où l'initiative du « Forum Est-Ouest » de Berlin qui s'est tenu pour la première fois en 1995.

Où en sommes-nous quant à cette nouvelle dynamique ? Résumé du dialogue de Franz Fischler, Commissaire Européen, avec les Ministres de l'Agriculture des pays d'Europe Centrale :

Joseph Lux (République Tchèque) plaide pour l'intégration dans l'Union Européenne : *« Elle constitue une option politique, au sens d'une garantie de démocratisation pour les pays concernés et de stabilisation politique pour le continent européen. Ces avantages sont considérés comme majeurs et justifient l'intégration et toutes ses conséquences quant aux changements d'orientation et à l'évolution des structures de l'agriculture ».*

Franz Fischler apporte des assurances au nom de la Commission : « *L'hypothèse de travail de la Commission est bien l'intégration des PECO dans l'Union Européenne au cours de la décennie 2000* ».

L'option pour une « nouvelle Europe » est clairement exprimée. Mais comment se pose la question agricole de ces futurs membres alors que l'Union Européenne elle-même doit se positionner par rapport aux évolutions mondiales ?

Franz Fischler : « *Les politiques agricoles mondiales évolueront durant cette période vers une moindre acceptation des subventions et une diminution des aides publiques pour des surplus de production* ».

Joseph Lux : « *L'agriculture a une place importante dans l'économie de ces pays, et notre enjeu est d'assurer la compétitivité de cette agriculture dans le commerce mondial. Il faut conférer aux agriculteurs et aux structures de production cette capacité de compétition* ».

Cependant, il faut parvenir à combiner l'ouverture aux marchés mondiaux qui apparaît inéluctable avec les préoccupations concernant la cohésion des territoires ruraux des pays européens. C'est ce qu'explique le Commissaire Européen :

Franz Fischler :

« *L'évolution libérale des marchés agricoles mondiaux va entraîner des conséquences négatives pour les rapports entre l'agriculture et les espace ruraux, notamment en entraînant une diminution de la population agricole* ».

« *Simultanément, les préoccupations environnementales prendront un poids croissant dans les opinions publiques. C'est pourquoi il faut dès maintenant compenser les conséquences négatives de l'évolution des politiques agricoles par l'élaboration d'une politique de développement des zones rurales* ».

L'articulation des deux politiques - politique agricole et politique de développement des zones rurales - constitue donc selon Franz Fischler et la Commission un enjeu majeur pour le futur. Une Conférence vient de se tenir à Cork (Irlande), en novembre dernier⁵ dont on a dit à la fois qu'elle a été décevante et qu'elle a aussi eu le mérite d'esquisser pour la première fois ce que pourraient être les principes d'une politique rurale articulée à une politique agricole (ou même infléchissant ce qui est encore la Politique Agricole Commune, qui vient tout juste d'être orientée en 1992). Et, si je comprends bien ce qui se passe sur la scène, les PECO candidats à l'intégration dans l'Union Européenne devraient dès à présent intégrer ces évolutions mondiales et européennes pour raisonner les réformes qu'ils doivent accomplir. Le chantier ne manque pas d'ampleur et d'ambition, un véritable défi qui concerne à la fois les structures et les organisations, les objectifs de production, les questions environnementales, la viabilité économique des exploitations agricoles...

"*Ni fantasmes, ni illusions...*" Ce pourrait être la légende de la photo des acteurs en scène, un appel au réalisme que formule le Vice-Président de l'Association Allemande des Agriculteurs pour analyser ces perspectives de transformations profondes. Les « *fantasmes* »,

⁵ Déclaration de Cork : « *Un milieu rural vivant* » (7-9 novembre 1996)
http://europa.eu.int/comm/agriculture/rur/cork_en.htm

ce sont selon lui ceux des agriculteurs allemands qui craignent pour leur situation : des craintes et des peurs qui doivent être rassurées pour obtenir l'appui politique populaire au processus inéluctable d'intégration qui est en train de se dessiner. Les « illusions », ce sont celles des agriculteurs des PECO qui pourraient imaginer que leur entrée dans l'Union Européenne va les introduire dans un « eldorado ». Un eldorado qui pourrait justifier les mutations à accepter parce qu'il y a cet espoir, ce rêve... Mais les conséquences concrètes de l'intégration pour l'agriculture ne vont-elles pas les décevoir ?

En écoutant ces dialogues, je réalise l'optique économiquement très « libérale » de ces options : il s'agit d'abord, du point de vue de ces Ministres de l'Agriculture des pays d'Europe Centrale, de faire en sorte que leurs productions agricoles participent au marché mondial et que soit assurée la compétitivité de l'agriculture de leur pays. En témoigne par exemple l'accent mis sur les aspects sanitaires et vétérinaires avec pour première préoccupation *"que l'Union Européenne ne dresse pas de nouvelles barrières à l'importation des produits des PECO, alors que l'état sanitaire de son élevage est mauvais - l'épidémie de la vache folle !"*. Pas un mot des difficultés encore réelles de l'approvisionnement alimentaire des populations de ces pays, non encore totalement résolues 7-8 ans après le début du processus de libéralisation. Pas un éclairage sur les besoins propres des populations en matière de sécurité sanitaire des aliments. Pas un mot non plus sur l'avenir des agriculteurs et paysans eux-mêmes. C'est clair, le futur c'est la participation au « grand marché » qui est en train de s'organiser. L'option politique pour intégrer la nouvelle Europe est essentielle et domine le reste : « *La question de l'acceptation du changement est un pari politique essentiel* » affirme Joseph Lux au nom de ces pays candidats. A l'évidence, le reste devra suivre et Bruxelles y pourvoira.

Dans la perspective de leur intégration dans l'Union Européenne, les « PECO » les plus avancés dans cette option politique évoluent déjà dans une vague de transformations législatives. C'est évident, les institutions publiques de ces pays sont actives pour remplir les conditions d'une adhésion à l'Union Européenne. Elles font en sorte que leur législation post-communiste ne soit pas que « nationale » mais d'ores et déjà compatible avec le corps déjà existant des directives européenne – « l'acquis communautaire ». C'est la première condition à respecter pour obtenir l'intégration. Les Pays Baltes, qui ont coupé le cordon ombilical avec l'URSS pour participer à l'Europe nouvelle ne sont pas les derniers. Peut-être même y mettent-ils plus d'ardeur afin de créer l'irréversible : « *Nous travaillons dans le sens d'une compatibilité avec une législation de type allemand* » précise le Ministre Estonien...

En janvier 1997, je reviens donc de Berlin avec la conscience nouvelle de l'ampleur et de la rapidité des changements en cours. Il faut réaliser que les pays de l'Union Européenne, et singulièrement la France, ont connu après la guerre une politique agricole et un dispositif de formation et de recherche étroitement associés à une option simple : produire plus et produire moins cher tout en maintenant le revenu des agriculteurs – option qui a conduit à la situation actuelle en deux générations, avec une diminution régulière du nombre d'agriculteurs et un agrandissement conséquent de la taille des exploitations, le tout avec des mesures d'accompagnement constamment actualisées et financées par la croissance de nos pays. En fait, les exploitations agricoles actuelles ne représentent que 10 % des « fermes » en place à l'origine. Mais par rapport à cette évolution qui apparaît déjà dans toute son amplitude, la transformation voulue dans les PECO apparaît brutale et totale, avec l'ambition de rejoindre en dix ans au plus la situation actuelle des pays de l'Union Européenne. Cette option très volontariste du saut dans une nouvelle Europe est impressionnante.

A la fin de la table ronde, le Ministre Russe de l'Agriculture, Viktor Khilstun, interpelle le représentant de l'UE, Günther Burghardt (Directeur Général pour la politique commune étrangère): "*Vous avez de l'argent et vous ne savez pas quoi en faire... Et nous avons besoin d'argent!*". Ce dernier réplique: "*Nous attendons vos propositions!*". Même la Russie tend désormais la main vers Bruxelles.

Varsovie – Voir l'Europe depuis la Pologne

Août 1998. Lorsque je suis venu pour la première fois à Varsovie, au début des années 80 pour un Symposium scientifique sur les races animales de petit effectif participant au patrimoine génétique européen, mes collègues de l'Université d'Agriculture⁶ m'avaient logé dans le centre de la ville, pas très loin de la grande Avenue Marzsakowska et d'un grand magasin aux plafonds aussi hauts que ses rayons étaient vides. De l'autre côté de l'avenue, s'élevait le Palais de la Culture, don du régime stalinien, au style si reconnaissable, un édifice incontournable. A propos des « dons » de leur puissant voisin, l'humour permanent de mes amis polonais, même durant les épreuves les plus dures, leur faisait évoquer après l'explosion de Tchernobyl « *l'amitié rayonnante de l'Union Soviétique* ».

C'est dans cet édifice-là, restauré et reconverti en Palais des Congrès, que se tient donc notre Réunion Annuelle de 1998. Curiosité pour ce qu'est l'intérieur de ce bâtiment en forme de « pièce montée ». Dédale de couloirs, d'escaliers, d'ascenseurs... depuis le grand hall où se presse une foule de visiteurs de tous les jours. On nous explique que les salles occupées aujourd'hui par le Secrétariat de notre Réunion, et celles où le Président de la FEZ a son bureau, étaient parmi les plus secrètes. On peut toujours imaginer que c'était là que se tenaient les conciliabules entre grands du régime, et où le Secrétaire Général du Parti Communiste Soviétique venait remettre discrètement dans le droit chemin ses « Camarades » polonais. Car les Polonais ont toujours été des « satellites » turbulents pour les soviétiques. Et la force de résistance de leur Eglise a toujours été un problème pour les communistes et pour l'URSS - le Cardinal Karol Wojtyła, Jean-Paul II, élu pape en 1978, en est un exemple éloquent - jusqu'à parvenir à saper les bases du régime et à provoquer son implosion. Lors d'une autre venue, plus de dix ans auparavant en juin 1986, j'avais eu un témoignage de cet état d'esprit « résistant ». C'était après que Général Jaruzelski ait mis fin à la première montée en puissance de « Solidarnosc », quelques mois après les accords de Gdansk, en déclarant « l'état de guerre ». Dans la foulée de cette mise au pas, tous les Recteurs des Universités avaient été limogés : le Gouvernement voulait les avoir à sa main et avoir la capacité de contrôler les mouvements étudiants, au cas où. Tous, sauf Joana Radomska, Rectrice de l'Université Agricole de Varsovie. Il n'était pourtant pas question pour elle de faire allégeance, bien au contraire. Si elle avait été maintenue à son poste, c'était en raison du fait qu'elle était la Secrétaire du mouvement à la mémoire du Cardinal Stefan Wyszyński, opposant historique au régime, et qu'elle était personnellement soutenue par le Cardinal Primat de Pologne, Monseigneur Glemp. Elle était donc intouchable et respectée. Nous nous connaissons, car Madame la Rectrice avait été « stagiaire » à Jouy-en-Josas, à l'INRA, dans les années soixante, où elle avait travaillé comme moi, un temps, sur l'évaluation de la qualité des carcasses d'agneaux⁷. Et je l'avais ensuite retrouvée comme participante régulière aux Réunions de la FEZ. Elle me reçoit dans son bureau de Recteur d'Université pour me remettre la Médaille de bronze de l'Université. En ouvrant le lourd coffret à mon intention, elle me

⁶ Université d'Agriculture de Varsovie : Szkoła Główna Gospodarstwa Wiejskiego (SGGW)

⁷ Il y a sur ce sujet une publication signée « Radomska et Boccard » dans les « Annales de Zootechnie » de l'INRA

déclare, avec une solennité que je ne lui connaissais pas, que mon amitié personnelle et mon attention permanente à ce qui se passe en Pologne mérite un tel honneur. Des larmes dans mes yeux.

J'aime faire des promenades à pied dans les villes où se tiennent nos Réunions, tenter comme le propose Jean Chesneaux⁸, de pénétrer en infraction derrière le décor habituel des villes de Congrès : aéroport, chambre d'hôtel, amphithéâtres... Pas toujours facile. Le temps manque. Les difficultés de repérage et de contact sont réelles. La méconnaissance de la langue du pays est aussi un obstacle. Dans mes errances dans les quartiers anonymes et latéraux, en cette année 88, je débouche soudain sur la grande avenue où je repère une boutique où se presse une foule inhabituelle. S'il y a tant de monde c'est qu'il y a quelque chose à acheter, me dis-je. Il s'agit en fait d'un livre de photos noir et blanc sur les événements du ghetto de Varsovie, un livre qui vient d'être édité par l'Agence de Presse officielle. C'est en 1943 que les juifs qui avaient été confinés dans le ghetto s'étaient révoltés et avaient été exterminés par les nazis, leur quartier rasé. Je ne sais pas lire le polonais, mais j'achète un exemplaire du livre pour le témoignage et pour la mémoire. Et aussi un autre livre de photos, édité lui en 1975, sur l'état de Varsovie en ruine à la fin de la guerre, après le siège : « Warszawa 1945 ». Dix ans après cet achat, je m'aperçois que mon trajet à pied entre mon hôtel et le Palais de la Culture passe à proximité du périmètre de ce qu'était le ghetto. Sur le plan de la ville, une ligne en grisé semble garder trace de ses limites. Mais, en dehors de cette ligne sinueuse sur le papier, je ne perçois aucun vestige au sol... Je ne garde comme signe visible et comme témoignage que les photos du livre.

Lors de ce voyage de juin 1986, marqué par la visite à Madame la Rectrice, j'avais passé une soirée chez Joana et Piotr Dąbrowski. Joana Dąbrowska était une élève de Joana Radomska. Son élève préférée m'avait-elle même confié : elle avait pu la recruter dans le laboratoire de recherches zootechniques sur l'élevage ovin dirigé par Stanislas Jankowski. Tout le monde l'appelait « Stash ». J'avais pu le faire nommer Vice-Président (au titre des pays de l'est) de la Commission sur l'élevage Ovin et Caprin que je présidais entre 1982 et 1988. Le père de Piotr (Przemysław), lui, était un géographe polonais extrêmement connu pour ses travaux sur le monde rural, et de plus très engagé en faveur de la francophonie. Ce soir-là, je lui montre les deux livres que je viens d'acheter. Il nous raconte alors comment il a vécu le drame du siège de Varsovie, avec l'extermination de la résistance par les Allemands, avant l'entrée des troupes soviétiques... qui attendaient la fin. Il avait alors quinze ans nous dit-il. Et cet épisode du siège de Varsovie pèse évidemment dans les nombreux ressentiments qu'ont encore aujourd'hui les Polonais à l'égard des Russes.

Un de nos grands sujets de discussions au cours de nos déplacements en voiture – sans crainte d'écoute clandestine – avait été d'ailleurs le suivant : « *Est-ce que Jaruzelski est un bon Polonais ?* ». La question pouvait paraître saugrenue vis-à-vis d'un dictateur qui avait rempli les prisons au titre de « l'état de guerre » lequel avait pour conséquence de mobiliser l'armée « populaire » contre le peuple. Mais certains analystes considéraient que si Jaruzelski était effectivement un « bon Polonais », il aurait pu juger que la Pologne était en danger, parce que menacée une nouvelle fois par l'URSS qui refusait une quelconque libéralisation d'un pays du « bloc » à ses frontières. Par conséquent, pour sauver la Pologne d'une nouvelle invasion russe, il fallait donner des gages à ces encombrants et incontournables alliés ; en quelque sorte pratiquer une « Real Politik », telle que Gomulka avait dû le faire quelques années auparavant.

⁸ Jean Chesneaux, « L'art du voyage », 1999, Bayard

Mes amis Polonais ne veulent évidemment pas de ce régime ni du dictateur aux lunettes noires. Au cours de notre tournée dans les élevages, je me mets un jour à commenter la situation du Parti Communiste en France qui, après avoir accepté de participer au Gouvernement à la suite de la victoire de François Mitterrand, voit son audience décroître dans l'opinion à chaque élection. Je lui dis : « *A mon avis, ils vont atterrir un jour aux alentours de 5% des voix* ». Et Stash, avec un regard malicieux, me déclare sans hésitation : « *Jean-Claude, tu sais, chez nous, les communistes, ils n'ont jamais décollé !* ».⁹

Une autre image, qui date de cette année 1986, vient se superposer à celle de la Varsovie d'aujourd'hui. C'est celle d'un village à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière de l'est, alors soviétique. Je me souviens encore de son allure – un simple alignement de grandes maisons de part et d'autre de la route. Nous y avons été amenés par Piotr Dąbrowski¹⁰. A l'époque, il est chercheur dans un Institut universitaire de Varsovie. Il est aussi Secrétaire Général de la Branche Rurale de Solidarność. Son thème de travail : les temps de travaux des agriculteurs. Une question « technique » qui est en fait au cœur des questions sociales du monde agricole des années du communisme en Pologne. Car, nous explique-t-il, l'analyse du bilan travail des petits producteurs – la grande majorité des paysans polonais - montre qu'ils doivent consacrer autant de temps pour commercialiser que pour produire. La raison en est l'absence d'une politique publique de mise en marché en dehors du secteur socialiste et aussi la pénurie monstrueuse en moyens mécaniques de transports. La circulation sur les petites routes polonaises révèle combien la traction attelée, dans les années 80, est encore dominante, avec des charrois qui circulent sur les bas-côtés de la route goudronnée étroite.

Je garde du voyage qu'il nous avait préparé les images de la campagne polonaise et de ces gens pauvres qui nous recevaient comme des princes alors que notre visite n'était pas annoncée : cette discrétion était une précaution pour éviter que les communications téléphoniques soient interceptées. Nos hôtes ravis de l'événement provoqué par leur ami Piotr, nous déclarent que nous sommes les premiers français à avoir traversé leur village depuis la retraite de la Bérézina... Ils veulent nous faire honneur. Malgré cette arrivée par surprise, d'immenses plateaux de charcuterie et l'inévitable bouteille de vodka font soudain leur apparition sur la table de la salle à manger en présence de toute la famille et d'amis réunis pour le dimanche. Le problème pour nous est que les visites succédant aux visites, nous avons dû, ce jour-là déjeuner deux fois au cours de l'après-midi, ne pouvant rien refuser... jusqu'à l'heure du dîner, chez une très modeste famille, à deux-trois heures de route de Varsovie.

Nos hôtes nous reçoivent pour la circonstance dans la « salle blanche », celle qui est réservée aux invités de marque. L'exploitation agricole se résume à un petit élevage de porcs avec des silos de pommes de terre pour leur alimentation. La mère, nous expose Piotr, avait suffisamment d'argent pour payer une voiture d'occasion à son fils, ce qui permet à celui-ci de transporter ses produits à la ville voisine pour les vendre, et de faire vivre ainsi toute la

⁹ A propos de l'humour des Polonais vis-à-vis du régime communiste et de l'URSS : « *Quand la Pologne rit aux larmes* », par Henryk Kurta, Claude de Groulard, Georges Kieltyka. Edition Le Carrousel, 1985

¹⁰ Dominique Peccoud et Jean Ferney, respectivement directeurs de l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Purpan et de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, et moi-même Président du Centre INRA de Toulouse, étions venus explorer la possibilité d'établir des liens durables entre le Pôle d'enseignement supérieur et de recherches Agrovétérinaire (Agromip) de Toulouse et l'Académie d'Agriculture de Varsovie.

famille : la voiture ici est un investissement agricole indispensable. Il nous amène chez un voisin : une vache, quelques cochons, des volailles, aucun moyen de transport... la misère.

A l'image ancienne de la campagne polonaise et de l'accueil chaleureux de ses petits paysans se substitue maintenant celle des platanes de Marciac, dans le Gers, où se déroule chaque année la fameuse Université d'Été de l'Innovation Rurale, dans le cadre du non moins célèbre Festival « Jazz in Marciac ». Piotr Dąbrowski est devenu en 1989-1990 Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du premier gouvernement « Solidarność » après les premières élections libres. Notre souhait était qu'il nous donne la vision des agriculteurs des nouveaux pays de l'Union Européenne sur nos propres agricultures « d'ici ». Je ne l'avais pas revu depuis plus de quinze ans : c'était l'an passé sur le thème du « destin » des agriculteurs.

Un premier message de sa part : « *L'intégration européenne... c'est un événement attendu depuis 60 ans !* ». Et puis : « *Vue depuis la Pologne, l'agriculture française est une agriculture d'une autre dimension, faite de grandes structures et de grandes exploitations. Il fallait voir les yeux des paysans polonais face à un agriculteur français leur disant : J'ai une centaine de vaches et 120 hectares* ».

Je lui demande ce qu'a été son expérience gouvernementale : « *Ça a été très dur. Il fallait tout inventer, tout organiser. Concevoir une nouvelle législation. En fait, l'organisation même des débats était un problème. Si l'on s'absentait, ne serait-ce qu'un moment pour aller aux toilettes, on risquait qu'une décision soit prise en profitant de ton absence !* ». Concevoir et mettre en place un nouveau corps de législation pour une nouvelle politique, c'est bien le problème qu'évoquaient à Berlin, durant la Semaine Verte de 1997, les ministres de l'agriculture des PECO. Le choix volontariste de l'adhésion à l'Europe, pour créer une nouvelle Europe, a offert l'énorme avantage d'un cadre commun structurant... Adopter une législation *ad hoc* qui rende possible l'adhésion à l'Union Européenne. C'était bien l'enjeu débattu lors du Forum Est-Ouest de Berlin en 1997.

Berlin – Le sens des négociations mondiales

Janvier 1999. Si je devais retenir une image du second Forum Est-Ouest auquel j'assiste à Berlin, c'est celle du Commissaire Européen à l'agriculture, Franz Fischler, fidèle à ce rendez-vous. Il a cette fois-ci à ses côtés Dan Glickman, Secrétaire d'Etat Américain à l'agriculture, avec Karl-Heinz Funke, Ministre Fédéral allemand pour l'alimentation, l'agriculture et la forêt. La scène jouée cette année est celle de l'impact des négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les échanges Est-Ouest, sur toile de fond de « Guerre de la banane ». Sa distribution ne peut laisser indifférent : le Ministre allemand de l'Agriculture, profitant de la Présidence de l'Union Européenne assurée par l'Allemagne durant ce semestre, a réuni tous ses collègues à Berlin pour une « rencontre informelle » à laquelle les Russes et les Américains ont également été invités. Les organisateurs du Forum ont su retenir plusieurs d'entre eux. Sur la scène donc, Franz Fischler, Dan Glickman et Karl-Heinz Funke dans leur rôle d'acteurs principaux, avec à leurs côtés Gennadij Kulik, Ministre de l'agriculture de Russie, et plusieurs « vice-ministres » (Martin Wille, Allemagne ; Sergej Kiseljow, Russie ; Gus Schumacher, USA ; Jersy Plewa, Pologne), ainsi que des directeurs de cabinets ministériels (Hongrie, Pologne, Ukraine, France...). Adalbert Kienle, Secrétaire Général de la Fédération des agriculteurs allemands intervient en soliste. Tous répondent aux sollicitations et aux questions d'un journaliste chef d'orchestre. Un professeur d'économie d'une Université allemande joue le rôle de commentateur « grand témoin ».

OMC ! Les divergences sont évidentes entre USA et UE. Elles portent notamment sur les domaines sur lesquels portent la négociation, ceux qui vont constituer ce que l'on appelle « l'agenda ». Dan Glickman introduit pourtant ses propos en rappelant ses attaches allemandes : il a fait ses études universitaires à Berlin. Après cette introduction avenante, il pose clairement quels sont les principes dont se réclament les Américains. Ils ne veulent discuter que de prix et de quantités et de la suppression des aides aux produits « *qui faussent le marché* ». Ils n'admettent que des « *bases scientifiques* » comme arguments pour limiter le commerce de certains produits, mais alors il faut que ces preuves scientifiques soient fournies : par exemple, il y a débat à propos des conséquences de l'utilisation des hormones de croissance pour l'engraissement des veaux ou pour la production de lait. L'Europe quant à elle, par la voix de son Commissaire chargé de l'agriculture, considère indispensable que les conditions écologiques et environnementales de production, ainsi que les habitudes et représentations alimentaires des consommateurs, soient présentes dans la négociation. Les Américains veulent une négociation rapide alors que les Européens considèrent qu'il faut des phases successives d'ajustement, à négocier étape par étape.

En fait, les « Européens » sont solidaires dans leurs interventions : Commissaire Européen, Ministre allemand, Directeur de Cabinet du Ministre français de l'Agriculture, et Secrétaire Général des Agriculteurs Allemands... Tous solidaires dans leur réfutation des thèses américaines. Les ministres des PECO candidats à l'entrée dans l'UE observent ce débat entre USA et UE. Cycle de négociation de l'OMC et « Agenda 2000 » : ils se posent la question de l'articulation de ces procédures avec leurs négociations avec Bruxelles. Et l'Europe n'est pas claire sur ce sujet. Personne ne peut, ou ne veut, répondre à ces questions, au moins sur la scène devant un public.

Un tel Forum a une vertu pédagogique pour les « techniciens » que nous sommes. A défaut d'aboutir à un accord entre les protagonistes, c'est de montrer que la négociation dans un cadre international tel que celui de l'OMC, porte d'abord... sur le choix des sujets de la négociation, c'est-à-dire ce que l'on appelle « l'agenda ». On peut même assurer que ce choix constitue l'essentiel de la négociation politique : après l'accord sur les rubriques et sur le calendrier, on passera la main aux « experts » qui prépareront les termes d'un accord sur les modalités et les paramètres. Il peut même y avoir négociation préalable sur la nécessité ou non de parvenir à un accord définitif dans des délais déterminés. Le citoyen « de base » a de quoi se perdre dans la signification à donner dans ce qui lui est présenté par les médias comme échec ou succès des « sommets ». Et puis la difficulté de l'exercice tient également au fait que celui-ci se déroule dans un champ de grandes incertitudes. Exemples évoqués au cours du Forum : de quelles quantités de produits agricoles le monde aura-t-il besoin dans le futur ? faut-il envisager une situation structurelle de pénurie ou d'excédents ? et si l'on apporte des aides aux pays en difficulté pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires, quelle est la clé qui permet de déterminer la nature et le volume de ces aides ? Sans négliger aussi les différences d'analyse quant à place de la recherche scientifique et des connaissances qu'elle produit en tant qu'éléments intervenant dans les négociations, notamment au sujet de la réalité des risques sanitaires et alimentaires.

Pour finir son intervention, Dan Glickman, le Secrétaire d'Etat Américain, souhaite donner « *des conseils aux Européens pour qu'ils réforment leur agriculture* » (c'est-à-dire, de fait, pour qu'ils adoptent les solutions conformes aux options américaines): « *Soyez*

courageux ! Ça sera dur, d'accord ! Mais quand on a besoin de faire un pas de géant pour franchir un abîme, on ne fait pas deux petits pas ! »

Adalbert Kienle (agriculteurs allemands) lui réplique : « *Faire un grand saut c'est bon pour les champions, mais les citoyens normaux font des petits pas* ».

Je réalise qu'au cours de ces échanges, Franz Fischler s'est permis lui aussi de donner des « conseils » aux ministres des pays candidats à l'adhésion pour que leur politique agricole s'adapte rapidement à la PAC. En quelque sorte, une logique de conseils en cascade de l'ouest vers l'est, depuis ceux qui ont pour eux la puissance vers ceux dont la seule issue est de s'adapter. C'est en essayant de comprendre ce qui se passe sur la scène qu'il me vient l'idée que l'on pourrait organiser un Forum où les conseils se formuleraient dans le sens inverse, de l'Est vers l'Ouest, où par exemple les pays candidats exprimeraient leurs bons conseils à l'UE pour l'évolution de sa politique agricole, et où l'UE prodiguerait ensuite ses conseils aux Etats-Unis pour l'évolution de leur « Farm Bill » ?

Klaus Meyn me présente le soir même au Ministre fédéral allemand, au cours du dîner offert par les dirigeants de la Fédération des Eleveurs allemands sur le fameux ring de sciure et de copeaux de bois de la « Semaine Verte ». Je transmets au Ministre mes réflexions. Il me répond que la veille quelqu'un lui avait fait la même suggestion ! Je me demande quel pourrait être le rôle des organisations paysannes pour influencer la convergence de la politique agricole des pays candidats avec la PAC sans pour autant provoquer un traumatisme. En fait comment combiner la présence sur les grands marchés mondiaux, la satisfaction des besoins alimentaires des populations, l'avenir des très nombreux petits agriculteurs héritiers des structures communistes, et la qualité de l'environnement ?

Bled - Portraits d'éleveurs de l'Europe nouvelle

Septembre 2004. De nouveau la photo du lac de Bled et des hôtels de la station touristique en couverture du programme de la Cinquante-Cinquième Réunion Annuelle de la FEZ. Après les Journées de Berlin, j'ai participé aux réunions du « Groupe de Contact PECO » qui se sont tenues successivement à Vienne, Prague, Varsovie, Budapest. Ma contribution principale : apporter le concours des équipes de l'INRA travaillant sur la sélection et la culture des plantes protéagineuses en vue de l'enrichissement des rations des élevages en protéines végétales sans que ces pays d'Europe Centrale aient à importer du soja des Etats-Unis ou du Brésil, sans oublier aussi l'intérêt de ces cultures dans les assolements. C'est au cours de ces réunions successives que s'est approfondie ma complicité avec Franc Habe qui est cette fois l'organisateur de la Réunion de la FEZ en Slovénie.

Franc m'a donné carte blanche pour monter la Table Ronde consacrée cette année, à sa demande, aux conséquences sur l'élevage et les productions animales de l'intégration dans l'Union Européenne. Il s'agit de ce que notre collègue écossais Cled Thomas désigne comme étant le processus d'« *Européanisation* », celle des anciens pays d'Europe Centrale sous contrôle communiste. « *Européanisation* » par analogie au processus de « *Mondialisation* ».

Frappant de constater que quinze ans après la Chute du Mur de Berlin, la phase de « transition » se poursuit et que l'introduction de la logique européenne dans ces pays n'a pas encore levé toutes les incertitudes quant au sens de l'évolution de l'agriculture et de l'élevage. Que peuvent dire les observateurs et analystes de ces dynamiques de transformation, de leurs effets positifs ou des risques qu'elles font courir ?

Sur la scène austère de l'auditorium du Centre de Conférences : Emil Ervajec, économiste réputé de l'Université de Ljubljana, Alain Pouliquen, incontournable par la connaissance qu'il a des évolutions de ces pays depuis les années 80 (il a été proche de Piotr Dąbrowski au temps de Solidarność Rural), et puis Klaus Meyn à nouveau à qui je demande de nous faire part de son expérience avec les organisations d'éleveurs depuis la Réunion de Toulouse. Le débat est animé par Frans Ellendorf, directeur du Centre de recherches zootechniques de Mariensee, près d'Hanovre, en Allemagne.

La question qui leur est posée : « *Ce qui a changé et ce qui va changer dans les nouveaux pays d'Europe ?* ». Pour Emil Ervajec, le premier changement, c'est le vocabulaire : c'est ça d'abord la première manifestation de l'intégration dans l'Union Européenne. Et il insiste : « *D'autres mots, certes, mais sans signification réelle* ». Les mots ont changé, c'est vrai : je réalise soudain que l'on ne parle plus des « PECO ». Les « PECO » ça n'existe plus ! La plupart sont devenus membres, ou futurs membres, de l'Union Européenne. Les autres sont dénommés maintenant les pays de l'« ex-URSS », hors les Pays Baltes évidemment. En fait, complète Emil, les nouveaux mots fonctionnent d'abord comme des signaux des changements en cours : « *l'Européanisation* ». La difficulté c'est d'en saisir le sens et d'apprécier où vont conduire les nouvelles options : quelle sera véritablement la future Politique Agricole qui se cache derrière les termes d'« *éco-conditionnalité* », de « *développement durable* », de « *paiement direct unique* » ?... Et bien d'autres mots encore !

Incertitudes... Auxquelles s'ajoutent, complète Klaus Meyn, que des incertitudes encore plus grandes proviennent du poids que pourrait jouer la Chine, à l'horizon 2013, par exemple comme acheteur de céréales et de soja sur le marché mondial pour satisfaire une formidable demande en produits carnés ! Pourquoi 2013 ? Parce que c'est l'échéance que se sont donnés les gouvernements des pays de l'Union Européenne, jusqu'à laquelle on ne devrait pas toucher au volume de financement consacré au soutien à l'agriculture. Au-delà ? Tout est ouvert à la négociation. Et à ce moment-là, l'Union Européenne comprendra encore plus de membres qu'aujourd'hui, après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, voire de la Croatie, et pourquoi pas de la Turquie...

Ce qui préoccupe aussi mon ami Klaus Meyn, c'est que la recherche scientifique n'a pas réalisé les investissements qu'elle aurait dû faire ou que les politiques auraient dû l'inciter à faire en accompagnement de ces évolutions politiques. Et à ce stade, il nous raconte l'histoire suivante. A la demande de la Fédération des Eleveurs Allemands, le laboratoire de Frans Ellendorf a entrepris de déterminer les facteurs de stress des animaux au cours de leur transport afin de répondre aux préoccupations nouvelles de la société concernant le bien-être des animaux. En l'occurrence, il ne s'agit pas d'animaux destinés à l'abattoir, mais des génisses reproductrices à exporter depuis l'Allemagne ou la France pour améliorer le cheptel des nouveaux pays membres. Le cadre du travail est celui de la Directive Européenne, reprise dans les législations nationales, qui impose qu'en cas de transport par la route, des arrêts interviennent à intervalles de temps réguliers, avec descente des animaux dans des aires aménagées pour permettre leur alimentation, la boisson et l'exercice. Or, ce que mettent en évidence les résultats obtenus par les chercheurs, c'est que le stress est maximum... lors des opérations de descente et de remontée dans les camions. Klaus Meyn et Frans Ellendorff ne contestent pas la nécessité de règles pour minimiser les stress subis par les animaux mais encore faudrait-il disposer de bonnes références scientifiques qui fondent ces règles politiques de manière fiable, argumentent-ils.

Pourtant, ce dont il s'agit d'abord, c'est du futur des éleveurs, plaide Alain Pouliquen, plutôt que l'avenir de l'agriculture, c'est le futur de ceux que l'on désigne par « actifs agricoles », ou « paysans », ou « agriculteurs » : encore des mots... Ils pourraient figurer dans les légendes de cartes postales d'une série consacrée aux portraits des agriculteurs de la nouvelle Europe. Imaginons : « *Actif agricole d'une ancienne coopérative socialiste transformée en société anonyme par actions - République Tchèque* », ou « *Petit paysan de Mazurie, ancien résistant au régime communiste - Pologne* », ou « *Eleveur fromager - tourisme rural. Environs de Bratislava - Slovaquie* », ou encore « *Directeur de société agro-alimentaire – ancien émigré hongrois de retour au pays* ». Un peu comme Labouche, à Toulouse, éditait autour de 1910 une série de cartes postales représentant divers personnages dans leur activité quotidienne sous le titre générique de « *Types Méridionaux* ». Ce que veut souligner Alain Pouliquen, c'est qu'il est difficile d'apprécier l'avenir de la situation « duale » que l'on observe aujourd'hui. Une analyse à laquelle adhèrent Emil Ervajec et Klaus Meyn. D'un côté de grandes structures de production qui sont les héritières des unités socialistes, de l'autre une multitude de petits éleveurs proches d'une économie de subsistance : une, deux, trois vaches laitières maximum. Il n'est pas évident que les grandes structures fassent le choix des productions animales : les grandes cultures apparaissent plus intéressantes et peuvent être compétitives sur les marchés mondiaux. D'un autre côté, les petits élevages laitiers, sur lesquels s'est fondé le développement moderniste de l'agriculture en Europe de l'Ouest au cours des trois ou quatre décennies d'après-guerre, ne sont pas en position pour sortir de leur position vivrière : leur niveau de productivité insuffisant et la médiocrité des structures de collecte et de transformation-commercialisation annulent l'intérêt relatif constitué par les bas niveaux de rémunération de la main-d'œuvre expliquent Alain Pouliquen et Klaus Meyn. Globalement, ils n'ont aucun avantage comparatif par rapport aux grands élevages du Danemark, de France ou des Pays-Bas et encore plus peut-être par rapport au niveau sophistiqué d'organisation technique et économique à l'échelle de territoires spécialisés tels qu'en Bretagne par exemple qui constituent ce que la DATAR a appelé en France des « *systèmes productifs locaux* ». Conclusion : tout bien pesé, le nombre de ces petits éleveurs est tel qu'il nécessite que la politique agricole européenne les accompagne de manière sélective dans leur subsistance voire dans leur évolution, même si cela coûte cher aux budgets publics, et sous peine sinon d'avoir à subir les conséquences d'un appauvrissement généralisé de cette partie de la population. C'est le prix à payer de « l'Européanisation » du processus qui s'est déclenché il y a maintenant près de vingt ans.

Au verso des images... les messages

Atmosphère du matin sur le lac de Bled. Paysage paisible des ombres de la nuit qui s'effacent dans l'aurore calme. Voiles de brumes à mi-hauteur des montagnes, dessinés autour des clochers et de la silhouette du château... Plan d'eau structuré par les lignes des compétitions de canoë- kayak, le sport où excellent les Slovènes à l'échelle internationale, notamment les Jeux Olympiques qui viennent de se dérouler à Athènes. C'est ce que j'ai appris dans le magazine d' « Adria Airways » qui consacre un dossier complet à la place des athlètes slovènes qui ont concouru dans les Jeux successifs, sous les couleurs de différents pays (Autriche, Italie, Yougoslavie) avant d'arborer leur drapeau national.

Après-midi. Grand défilé folklorique, costumes, musiques, outils et carrioles, produits, animaux de différentes races et de différentes espèces... Toute l'histoire et toutes les petites régions de Slovénie reconstituées et personnalisées sous nos yeux durant 90 minutes sur la promenade qui longe le lac en arc de cercle, au-dessous de la pente où s'étagent les hôtels et le Centre de Conférences. Caméras de télévision. Interview d'Aimé Aumaître, Président de la FEZ, et des organisateurs slovènes. Les touristes venus en ces lieux en fin de saison profitent du spectacle - appareils photos numériques et caméras vidéo pour garder des images de l'événement - aux côtés des participants au Congrès destinataires de la fête. Une reconstitution de la visite de l'Empereur d'Autriche, reçu par l'Evêque, à ses sujets de l'autre côté de la chaîne alpine, du temps où la Slovénie s'appelait la Cargniolle, du nom de la haute vallée de la Save, affluent du Danube. Des fanfares et des danses folkloriques avec des habits typiquement autrichiens d'allure mais aux rythmes slaves (c'est l'originalité du pays de mêler ces deux traditions). Des démonstrations de battage, de tonte, de vendange, de séchage du foin sur de grands râteliers verticaux... Des attelages tirés par des bœufs de races locales. Ce sont ces images qui s'affichent maintenant sur mon ordinateur grâce au CD Rom que Franc Habe m'a fait parvenir : c'est un grand amateur de photos et il s'est converti sans problème à la modernité du numérique.

Promenade au-delà du front des hôtels. Derrière le décor de carte postale de la station touristique, je découvre le cadre vivant d'un village : maisons à balcons de bois, décorés de géraniums en abondance, les façades peintes à l'autrichienne. Un village « normal » avec ses commerces et ses entreprises, sa station-service, son bureau de poste, son école...

Une dernière image, celle de l'auditorium du Palais des Congrès de Ljubljana où se déroule la Séance solennelle du Congrès, en présence du Ministre de l'Agriculture et des autorités de la capitale. Sur la scène – ce n'est pas celle du « Forum Est-Ouest » de Berlin - l'orchestre symphonique interprète, accompagné à l'orgue, le final de la Neuvième Symphonie de Beethoven, l'Hymne à la Joie, l'Hymne de l'Union Européenne célébrée par nos amis Slovènes. La Slovénie, pays symbole de la nouvelle Europe, dont l'élargissement a été scellé sur les bords de la rivière Soca, le 1^{er} mai 2004, entre les deux villes sœurs de Gorizia et Nova Gorica, à la frontière italienne.

Je referme maintenant mon album d'images qui jalonnent les évolutions qui ont été celles de l'Europe de ces quinze dernières années vues depuis les lieux de rencontre des spécialistes de l'élevage et des productions animales. Soixante ans après la défaite des nazis, après la destruction de Francfort dont il reste ces cartes postales dans un magasin d'un des plus grands aéroports d'Europe. Des images désormais figées, mais qui sont des supports visuels pour la reconstitution de l'enchaînement des événements de l'histoire. Car au dos des images des cartes postales... il y a les témoignages et les messages qui jalonnent l'évolution des idées, des politiques et des sociétés.

* * * * *

A la recherche de documents sur la Chute du Mur de Berlin, je retrouve dans ma bibliothèque un numéro de « Documents Observateur » consacré à l'événement du 10 novembre 1989 : « *Berlin. Le jour où le monde a changé* », janvier 1990. Jacques Rupnik y évoque la question des nationalismes en Europe (p. 151-161 : « *Quand les nationalismes se réveilleront* »). Il esquisse deux scénarios possibles pour le futur : le réveil des nationalismes gelés par l'impérialisme soviétique mais toujours actifs, ou au contraire l'intégration dans l'Europe occidentale permise selon lui par « *l'extraordinaire révolution pacifique dans l'autre Europe : le communisme comme purgatoire, l'expérience de quarante années de résistance au communisme comme véritable école de démocratie, seule capable en dernière instance d'intégrer les forces nationalistes.* »

Il y a plus de soixante ans, en 1941, l'écrivain allemand Stephan Zweig dénonçait la ruine de l'idée européenne sous les forces des nationalismes. Il écrivait dans les dernières lignes de son livre testament après qu'il ait appris l'entrée des armées allemandes en Pologne et la déclaration de guerre de la Grande Bretagne à l'Allemagne¹¹ :

« Ma tâche la plus intime, à laquelle j'avais consacré pendant quarante ans toute la force de ma conviction, la fédération pacifique de l'Europe, était anéantie ».

« L'Europe, notre patrie, pour laquelle nous avons vécu, était détruite pour un temps qui s'étendrait bien au-delà de notre vie ».

Et pour terminer son ouvrage par cette phrase :

« Mais toute ombre, en dernier lieu est pourtant aussi fille de la lumière et seul celui qui a connu la clarté et les ténèbres, la guerre et la paix, la grandeur et la décadence a vraiment vécu ».

Comme en écho, j'entends ce que déclarait il y a un an à Marciac Piotr Dąbrowski, l'ancien ministre polonais de l'agriculture :

« L'intégration européenne... En Pologne, c'est un événement attendu depuis soixante ans ».

* * * * *

¹¹ Stefan Zweig : « *Le monde d'hier. Souvenirs d'un européen* ». Réédition Belfond, 1993

Brève chronologie de l'Europe et de la FEZ (année et lieu des Réunions Annuelles)

3 août 1961 – Installation du Mur de Berlin

1978 - Election de Karol Woltyja, Jean-Paul II

31 août 1980 – Création de Solidarność par Lech Wałęsa

1981 – Déclaration de l'état de guerre par le Général Jaruzelski

Juin 1985 – Congrès du Parti Communiste soviétique : politique de la Perestroïka

FEZ 1985 – Thessalonique – Chalcidique (Grèce)

FEZ 1986 – Budapest

FEZ 1987 – Lisbonne

FEZ 1988 - Helsinki

FEZ 1989 – Dublin

9 novembre 1989 – Ouverture du Mur de Berlin

FEZ 1990 - Toulouse

FEZ 1991 - Berlin

Décembre 1991 – Election de Lech Wałęsa, Président de la République de Pologne

FEZ 1992 - Madrid

1993 - Traité de Maastricht, instituant l'Union Européenne

FEZ 1993 - Edinburgh

FEZ 1994 - Aarhus (Danemark)

FEZ 1995 - Prague

FEZ 1996 - Lillehammer (Norvège)

FEZ 1997 - Vienne

FEZ 1998 - Varsovie

FEZ 1999 - Zürich

1^{er} janvier 2000 - Adoption de l'Euro comme Monnaie Unique

FEZ 2000 - La Haye

FEZ 2001 - Budapest

FEZ 2002 - Le Caire

FEZ 2003 - Rome

1^{er} mai 2004 – Intégration de neuf pays dans l'Union Européenne

FEZ 2004 - Bled (Slovénie)

Mai 2005 - Référendum français rejetant le « Traité portant Constitution de l'Union Européenne »

FEZ 2005 – Uppsala (Suède)

Les publications de la Task Force (1991-1996) puis du « Groupe de Contact » (1996-2001) de la FEZ :

- First Round Table on the livestock production sector in Eastern Europe as affected by current changes. Budapest, Hungary, April 1991. Eds. J. Boyazoglu, J. Renaud (EAAP Publication Series No. 57, 1992).
- Second Round Table, Berlin, Germany. A case study on Eastern Germany. January 1992 (FAO/REUR Technical Series 24, 1993)
- Third Round Table, Warsaw, Poland, February 1993. Case study of Poland. (FAO/REUR Technical Series 73).
- Research Strategy for Animal Production in Europe in the 21st Century (EAAP Publication Series No.64, 1993).
- Self-Help Organizations in Livestock Production, Workshop in Berlin, Germany, January 1994 (FAO/REUR Technical Series No. 37, 1994).
- Quality Control and Requirements for Food of Animal Origin. Workshop in Verona, Italy, March 1994. (FAO/REUR Technical Series 40, 1995)
- Fourth Round Table, Zagreb, Croatia, April 1994 (FAO/REUR Technical Series 44, 1996)
- The Task Force on Animal Production in Central and Eastern Europe: 1991-96. Evaluation reports (1996). (FAO/REUR Technical Series 43).
- Breeding Strategies for Cattle, Sheep and Pigs in Central and Eastern Europe, Workshop in Berlin, Germany, January 1996. (FAO/REUR Technical Series 47, 1997).
- Organization and Funding of Animal Production research in Central and Eastern Europe, Workshop at Herceghalom, Hungary, September 1996. (FAO/REUR Technical Series 48, 1997).
- Sheep and Goat Production in Central and Eastern European Countries, Workshop in Budapest, Hungary, November 1997. (FAO/REUR Technical Series 50, 1998).
- Cattle Identification and Milk Recording in Central and Eastern European Countries, Workshop in Warsaw, Poland, August 1998. (ICAR Technical Series 2, 1999).
- Extension Services for Quality Milk Production, Workshop in Berlin, Germany, January 1999. (Humboldt University Berlin, 1999)
- Role of the State and Breeders Associations in Animal Identification and Recording, Workshop in Bled, Slovenia, May 2000 (ICAR Technical Series 5).
- Protein Feed for Animal Production in Europe with particular Reference to Central and Eastern Europe. Workshop in Rennes, France, 30 June – 01 July 2000.(EAAP Technical Series 1)

Site Web de la Fédération Européenne de Zootechnie (EAAP) : www.eaap.org

Site Web de l'ICAR : International Committee for Animal Recording : www.icar.org

Site du Réseau Européen de la FAO :

<http://search.fao.org/opensearch?query=Reur&lang=en>

Voir aussi les documents de la Mission Agrobiosciences relatifs à l'évolution de l'agriculture dans les nouveaux pays de l'Union Européenne :

Table Ronde de la Réunion Annuelle de la Fédération Européenne de Zootechnie, Bled, Slovénie, 2004 : « *L'intégration européenne : atouts et dangers pour le secteur des productions animales* ». http://www.agrobiosciences.org/imprime.php3?id_article=1397

Actes de la Dixième Université d'Eté de l'Innovation Rurale (Marciac, 2004) : « *Quel destin pour les agricultures d'ici dans le champ des agricultures du monde ?* » : pages 23 à 25, « Ici, vu depuis les pays de l'Est », interventions de Piotr Dabrowski et d'Alain Pouliquen <http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/03058-MAA10eAniver-versdef.pdf>

Cahier des Cafés-Débats de Marciac : « Comprendre les agricultures du monde » : « *Europe et intégration des pays de l'est : faut-il redouter l'impact de leurs dynamiques agricoles ?* » par Alain Pouliquen (2002) http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/cahier_pouliquen.pdf

Voir aussi :

Alain Pouliquen - « *Compétitivité et revenus agricoles dans les secteurs agro-alimentaires des PECO. Implications avant et après adhésion pour les marchés et les politiques de l'UE* », octobre 2001. 100 pages, 40 tableaux, 18 graphiques. Commission Européenne – DGA. http://europa.eu.int/comm/agriculture/publi/reports/ceeccomp/index_fr.htm